HAITI SECTEUR SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

CNSA Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire



Bilan des interventions menées au cours du trimestre 2

I. Contexte

La situation sécuritaire en Haïti ne cesse de se dégrader ainsi que la tendance inflationniste et les conditions climatiques affectant l'agriculture et les autres moyens de subsistance conduisent les familles à mettre en œuvre des mécanismes d'adaptation néfastes avec pour conséquence l'augmentation du nombre de personnes dans le besoin humanitaire. Les données de l'IPC, du HNO des cinq dernières années ont montré une nette augmentation de ce nombre de personnes.

Pour l'année 2023, le nombre de personnes dans le besoin est estimé à 5,2 M pour l'ensemble des secteurs et clusters en Haïti. Le secteur sécurité alimentaire a estimé une cible de 4,9 M de personnes à atteindre d'ici la fin de l'années 2023, avec un budget estimé à 420 M $USD soit **58%** du montant global du HRP 2023 en Haïti.

CHIFFRES CLES :

PERS. DANS LE BESOIN	PERS. CIBLÉES	PERS. ASSISTÉES	GAPS	NOMBRE PARTENAIRES
4,9 M	2,4 M	1,3 M	1,5 M	44

OBJECTIF STRATEGIQUE 1	PERS. CIBLÉES	PERS. ASSISTÉES	GAPS	NOMBRE PARTENAIRES
	2,4 M	1,2 M	1,5 M	32

OBJECTIF STRATEGIQUE 2	PERS. CIBLÉES	PERS. ASSISTÉES	GAPS	NOMBRE PARTENAIRES
	1 M	132 K	912 K	24

Financement demandé : 420 000 000 $USD

Financement reçu 72 331 448 $USD soit un taux de couverture de 17,2%

II. Les facteurs contributifs à la dégradation de la situation humanitaire en Haïti

FACTEUR 1

L'activisme des gangs armés continue à fragiliser d'avantage la situation des ménages avec les attaques qui créent des vagues de déplacement des personnes dans la ZMPP et autres.

FACTEUR 2

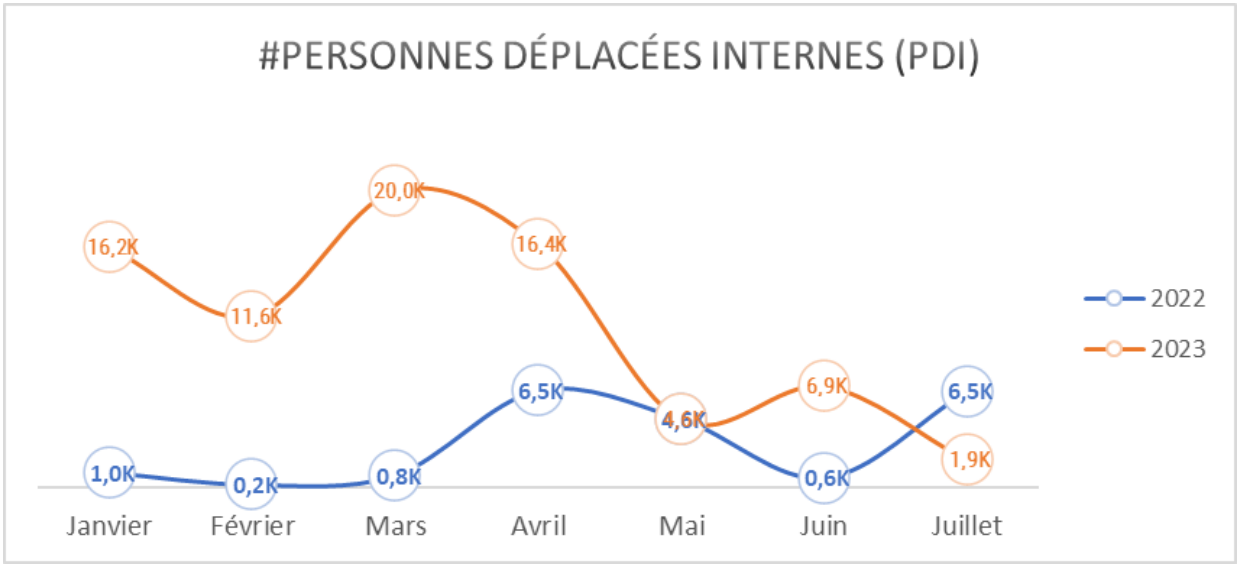
La forte tendance de déplacement observée a créé de nouveaux besoins des personnes déplacées dans un contexte où les ressources se font rares pour faire face à ces besoins.

FACTEUR 3

Tendance de déplacement (janvier-juillet 2022 et janvier-juillet 2023)

La variation du nombre de personnes déplacées par mois entre la période de janvier à juin de l'année 2022 par rapport à celle de cette année en cours dans la même période est présentée sur le graphique ci-dessous montre une dégradation de la situation.

Graphique 1 : Tendance de déplacement (janvier-juillet 2022 et janvier-juillet 2023)



Source OIM

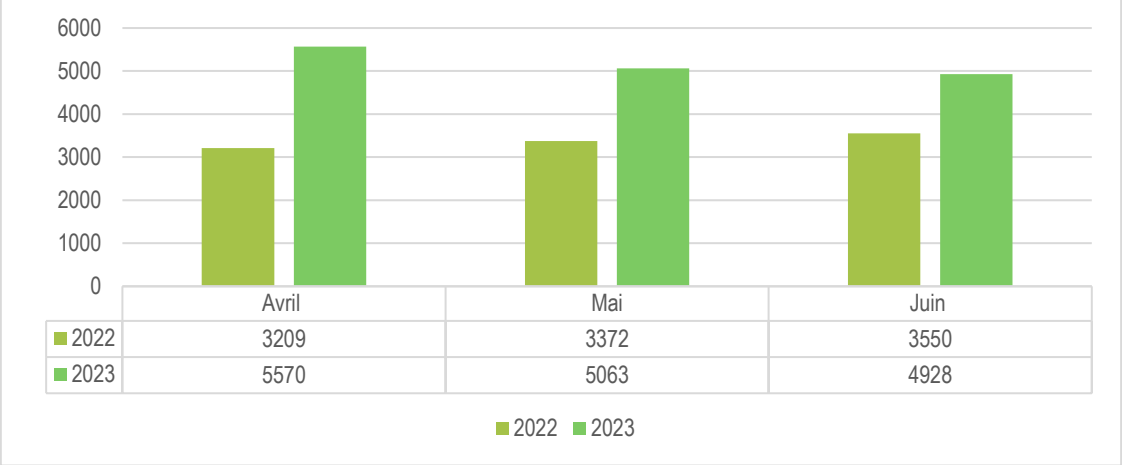
FACTEUR 4

Variation des prix des denrées alimentaires

Le suivi du prix des denrées alimentaires réalisé en avril a montré que le coût nominal moyen du panier alimentaire en avril 2023 se situe autour de 5,570 gourdes par personne par mois soit 27,850 gourdes pour une famille de 5 personnes contre 5,443 gourdes en mars 2023 soit respectivement une augmentation de 2% en rythme mensuel et une augmentation de 74% en glissement annuel.

Ce même suivi réalisé en mai a montré que la valeur du panier pour le mois de mai 2023 est de 5,063 HTG/personnes (25,315 HTG/ménage). Ce qui se traduit d'une part par une baisse en rythme mensuel d'environ de 9% et, d'autre part en une hausse en glissement annuel d'environ 50%.

Graphique 2 : Comparaison de la valeur nominale du panier en GHT par personne



Source: CNSA

Les causes expliquant cette baisse des prix sont entre autres : la relative accalmie suite au mouvement « Bwa kale », la "signature de cesser le feu" entre certains groupes de gangs rivaux qui ont contribué à diminuer l'insécurité, la relative diminution/ stabilité du taux de change Gourde/ Dollar américain, la reprise des activités de commerce informel des petits commerçants, la disponibilité des produits alimentaires issus des récoltes et importés, la disponibilité de carburant…

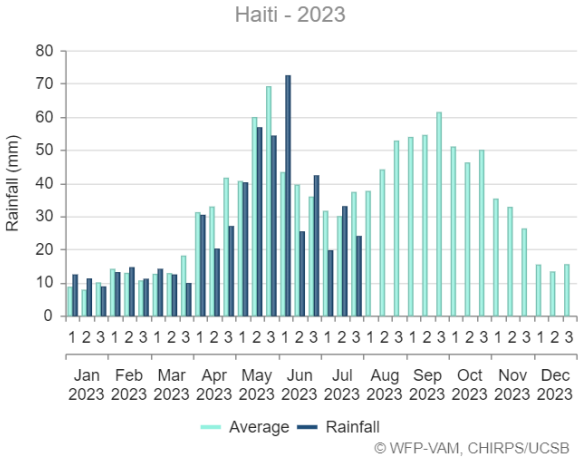
Quant à l'augmentation des prix en rythme annuel, elle s'explique par les effets résiduels des chocs liés à la faible disponibilité des produits pétroliers, la violence des gangs armés, la faible performance de la campagne agricole, etc.

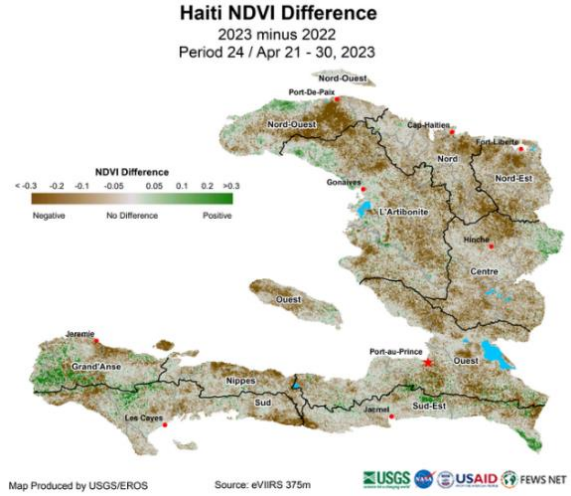
FACTEUR 5

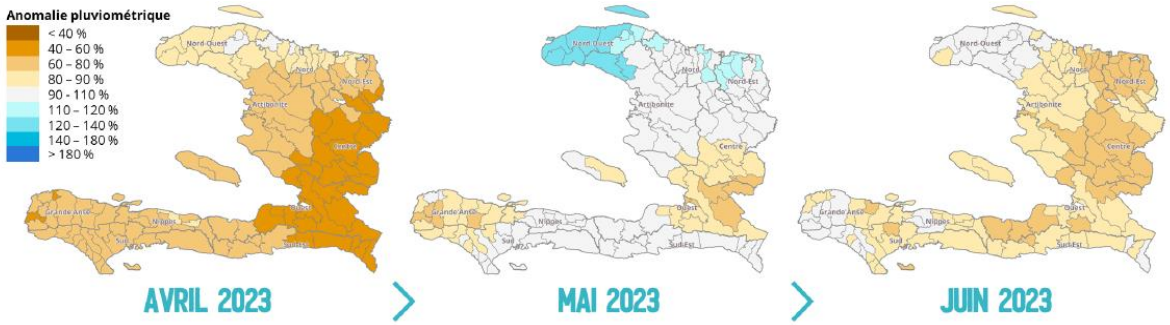
- ### Aperçu de la campagne de printemps

L'arrivée tardive des pluies au démarrage de la campagne agricole du printemps a conduit à une faible performance. Un déficit de pluviométrique a été enregistré au démarrage de la campagne de printemps. Selon Fews Net, les faibles précipitations ont un impact majeur sur la campagne agricole de printemps, en particulier dans la région du Nord-Ouest, où les conditions de sécheresse ont été les plus

sévères. Les agriculteurs ont préparé leurs terres depuis février et mars, mais ils ne pouvaient pas les semer, le niveau d'humidité des sols étant insuffisant. Les données satellitaires (voir le graphe ci-après) sur la pluviométrie, extraites sur la plateforme Dataviz | WFP montrent en moyenne qu'au mois de mars moins de 20 mm de pluies ont été enregistré sur le territoire et seules les pluviométriques reçues à la 1re décade d'avril ont atteint 30 mm. Aussi, la carte NDVI ci-après a montré un déficit marqué de végétation durant la 3e décade du mois d'avril 2023 or à cette période, conformément au calendrier cultural, correspond au plein stade végétatif des cultures. Ce manque de biomasse traduirait un retard dans le démarrage de la campagne. Et, au début du mois de juin, les intempéries ont provoqué des inondations qui ont eu d'importants dégâts sur le secteur agricole. Les impacts des inondations ont davantage limités la performance du secteur agricole.







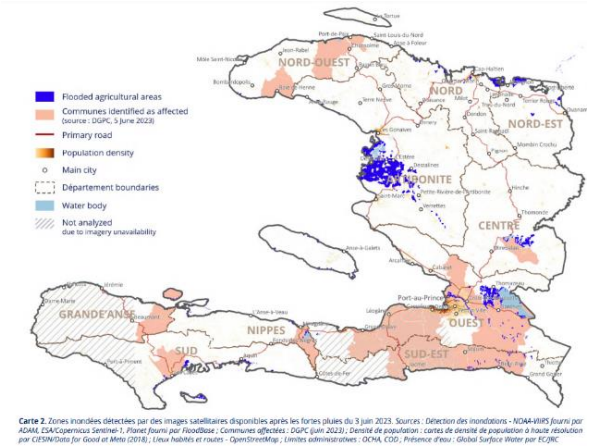
FACTEUR 6

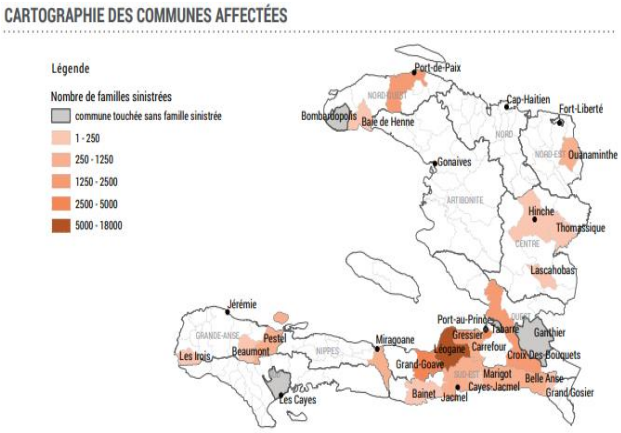
Les inondations enregistrées en début du mois de juin ont considérablement impacté la campagne agricole de printemps qui représente 50% de la production nationale.

Les inondations enregistrées en début du mois de juin suite à des pluies diluviennes ont causé d'énorme pertes en vies humaines ainsi que sur l'agriculture et les moyens de subsistance des ménages. On note une destruction des champs dans les zones fortement touchées par ces inondations, des gros et petits animaux d'élevage emportés par les eaux, la destruction des aménagements d'infrastructures

agricoles notamment les pistes rurales, les anneaux d'irrigation, la perte des activités génératrices de revenus de plusieurs ménages.

Les données de l'analyse satellitaire réalisée par l'équipe du PAM ont montré que les zones les plus touchées sont les départements de l'Ouest, du Sud-Est, du Centre et du Nord -Ouest.
Au total, les surfaces cultivées inondées sont estimées à environ 30 000 hectares à travers le pays.





Carte 2. Zones inondées détectées par des images satellitaires disponibles après les fortes pluies du 3 juin 2023. Sources : Détection des inondations - NOAA-VIIRS fourni par ADAM, ESA/Copernicus Sentinel-1, Planet fourni par FloodBase ; Communes affectées : DGPC (juin 2023) ; Densité de population : cartes de densité de population à haute résolution par CIESIN/Data for Good at Meta (2018) ; Lieux habités et routes : OpenStreetMap ; Limites administratives : OCHA, COD ; Présence d'eau : Global Surface Water par EC/JRC

FACTEUR 6

Le cholera

Le nombre de cas suspects a augmenté ces derniers temps comme indiqué par le tableau ci –dessous.

Période (mois)	***Nombre de cas****
Janvier	4 734
Février	6 441
Mars	4 393
Avril	2 664
Mai	3 182
Juin	8 764
Total	30 178

* cas suspects

Source : OPS, unité de surveillance,

III. Analyse de la réponse et des gaps

La couverture de l'assistance pourrait être limitée en raison du faible niveau de financement contrairement à la montée du nombre de personnes dans le besoin. La difficulté d'accès humanitaire suite à l'insécurité est une contrainte supplémentaire qui pourraient ralentir les interventions. Le climat sociopolitique avec la mise en œuvre du processus électoral risquerait également d'impacter les interventions.

Pour faire face aux besoins identifiés, le secteur a élaboré une stratégie de réponse dans le HRP 2023 qui d'une part a visé à répondre aux besoins humanitaires urgents avec un effet direct et immédiat. D'autre part, une assistance alimentaire couplée au soutien au secteur agricole (appui aux campagnes agricoles, au sous-secteur d'élevage, à la pêche et aquaculture) et autres moyens d'existence.

Ainsi, au cours du premier semestre de l'années les interventions menées par 15 partenaires principaux et 29 partenaires d'implémentation ont permis d'atteindre globalement 1 265 356 personnes.

Désagrégation des interventions

La désagrégation permet d'une part de fournir les réalisations pour l'assistance alimentaire et d'autre celles portant sur l'appui aux moyens d'existence et l'agriculture.

- L'assistance alimentaire a permis de toucher 1 194 718 bénéficiaires soit 49,75% de la cible de l'objectif sectoriel 1 dont :
  - 738 792 personnes ont bénéficié de l'Assistance alimentaire d'urgence ;
  - 455 926 en Transferts monétaires à usage multiple, Multi-purpose cash (MPC).

  Le bon d'achat/Coupon et le cash transfert constituent la principale modalité et représente 76% alors que l'assistance en nature quant à elle représente 24%.

Les besoins en assistance alimentaire ne cessent d'accroitre à cause des déplacements des personnes qui augment suite à l'insécurité, la mauvaise campagne agricole, le faible pouvoir d'achat des ménages.

- L'appui à l'agriculture et les moyens de subsistance a touché 132 073 personnes soit 13,21% de la cible de l'objectif sectoriel 2 dont :
  - 49 103 personnes ont bénéficié d'un appui en moyens d'existence ou kits agricoles (productions végétale, animale et halieutique)
  - 82 970 personnes ont bénéficié d'un soutien à l'activité à haute intensité de main d'œuvre (Food For Work/Assets (Cash/Food For Work, For Training, For Réhabilitation and Agriculture) et Appui aux AGR et coop. Agricoles

L'assistance pour cet objectif a été faite à hauteur de 72% en espèces/cash et de 28% en nature essentiellement

On note un faible appui des moyens d'existence et de l'agriculture qui sont des sous-secteurs importants à promouvoir pour le renforcement de la résilience des ménages vulnérables.

Le cash reste la modalité la plus utilisée par les partenaires pour livrer l'assistance aux personnes vulnérables. Cependant dans certaines localités du pays on note les difficultés pour son application due à : réseau téléphonique, les points de paiements, la disponibilité de la liquidité, l'insécurité…

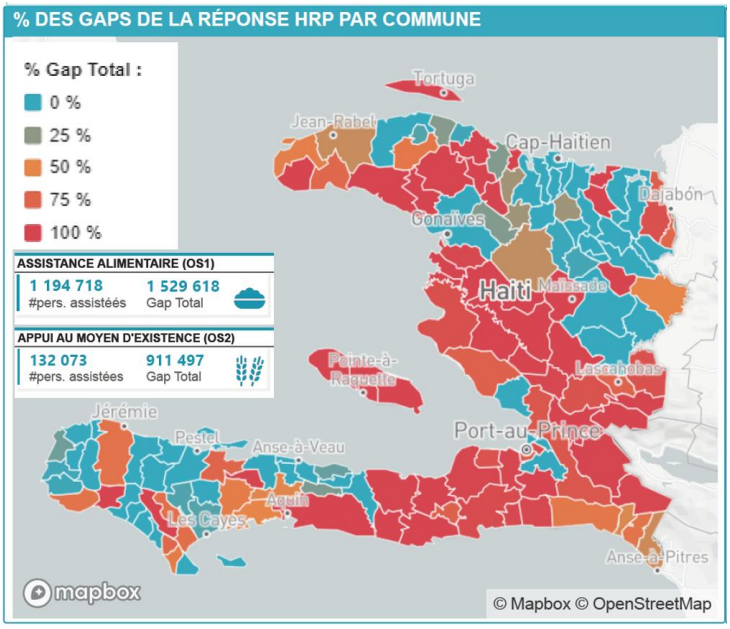
DIFFICULTES RENCONTREES AU COURS DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES

En début de mois de juin, l'accès a été rendu difficile suite aux inondations qui ont endommagé dans certaines localités les infrastructures de transports notamment les routes, ponts, isolant ainsi certaines parties du pays à l'aide humanitaire pendant une période. En préparation à la saison cyclonique qui est ouverte début juin, les partenaires ont fait des stocks de contingence mais ces stocks ont été presque épuisés dans la réponse aux inondations. Ce qui risquerait de compromettre la capacité d'interventions du secteur en cas d'un autre choc majeur dans les jours à venir.

La situation sécuritaire continue à faire des victimes à l'exemple des derniers déplacés dans la ZMP crée des besoins supplémentaires mais les ressources disponibles pour faire face à ces nouveaux besoins font défaut. Ainsi, le secteur a enregistré un faible positionnement des acteurs pour la réponse malgré les besoins en assistance alimentaire et moyens d'existence recensés identifiés.

ANALYSE DE GAP

L'analyse des données des interventions a permis de dégager le gap. Les départements la ZMP et le sud-est ont un gap important.



REALISATION DES PARTENAIRES

Aperçu des activités du Groupe de Travail Cash

Afin de mettre en œuvre les programmes de transferts monétaires, **25 organisations nationales et internationales** ont été mobilisées dans l'ensemble des 10 départements en Haïti. Entre 30 à 40 acteurs sont impliqués dans le GTTM (bailleurs de fonds, ONGs, agences onusiennes, instances gouvernementales et prestataires de services financiers)

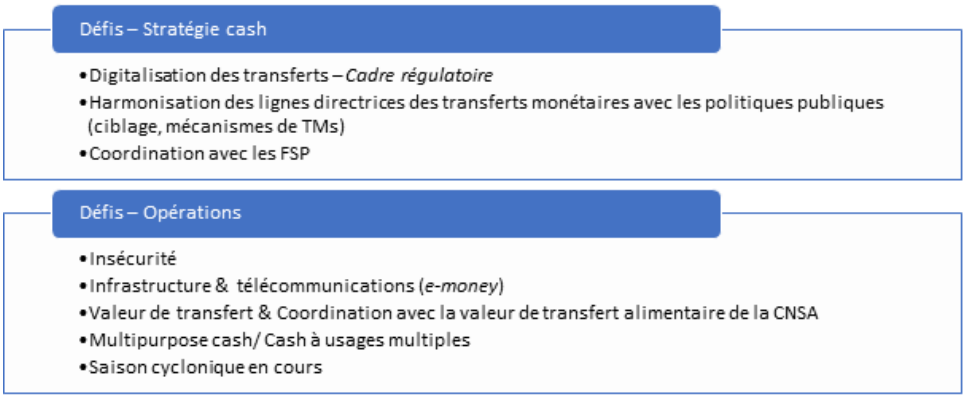
Montant distribué pendant les 6 mois

Au cours du premier semestre de 2023, les acteurs mobilisés dans la réponse en transferts monétaires en Haïti ont distribué approximativement **$40 millions** aux populations en situation de vulnérabilité. Au deuxième trimestre de 2023, ce sont **$27M** qui ont été distribués (avril, mai, juin). La majorité des transferts étaient inconditionnels (71%).

Mécanismes de distribution

Pendant le premier semestre de 2023, le mécanisme principal de distribution des transferts monétaires est **l'argent en espèce** (*cash en enveloppe*). Environ **80%** des interventions reposaient sur ce mécanisme. Les transferts électroniques représentent un mécanisme de plus en plus utilisé par les membres du CWG avec une utilisation moyenne de ce mécanisme pour **13%** des interventions de transferts monétaires. Le mécanisme le moins utilisé par les partenaires est le coupon (papier et électronique).

Difficultés du CWG



Les membres du GTTM rencontrent des difficultés systématiques pour la mise en œuvre de leurs opérations de transferts monétaires. En effet, le manque de liquidité en dehors de la Zone Métropolitaine de Port-au-Prince et au niveau des caisses locales entrave la planification régulière des programmes. Les interventions des acteurs sont limitées par la disponibilité de liquidité qui sont difficiles à acheminer depuis Port-au-Prince en raison des routes bloquées et de l'insécurité.

Pour la mise en œuvre des transferts digitaux, l'entrée en vigueur de la Circulaire 121 de la Banque de la République d'Haïti (BRH) renforce les exigences KYC (*know-your-costumer*) pour l'accès aux transferts mobiles. En raison des problèmes majeurs d'accès à une pièce d'identification en Haïti, les populations

en situation de vulnérabilité se voient exclues des programmes de transferts monétaires digitaux, faute de pouvoir prouver leur identité. Le GTTM a transmis un plaidoyer à la BRH afin d'échelonner l'accès aux portefeuilles de monnaie mobile dans le cadre de programmes d'assistance en mars 2023. Les discussions entre le GTTM et la BRH n'ont pour l'instant pas abouti.

Perspectives

Le GTTM œuvre à l'amélioration de la qualité des programmes de transferts monétaires et à l'harmonisation des interventions. Entre février et juin 2023, le GTTM a lancé la révision des composantes du panier de dépenses minimums non-alimentaire *(Minimum Expenditure Basket – MEB)* à travers diverses consultations multisectorielles. Le chiffrage de ces composantes n'est toutefois pas encore réalisé, faute de financements. Pour ce faire, le GTTM prévoit de lancer une Initiative Conjointe de Suivi des Marchés et un processus de calcul de la valeur de transfert non-alimentaire. Ceci permettra aux membres du GTTM d'identifier une valeur de transfert à usages multiples, alignée avec les deux valeurs de transfert (alimentaire et non-alimentaire).

Suite à de nombreuses discussions autour de la digitalisation des transferts monétaires, le GTTM statuera sur des recommandations quant à l'utilisation des transferts digitaux dans un contexte régulatoire stricte et des besoins d'inclusion financière pressants.

Un élan considérable pour l'augmentation des opérations de transferts monétaires est constaté. De plus en plus d'acteurs souhaitent augmenter leurs capacités de réponse en cash de façon coordonnée avec le GTTM.

PAM :

Personnes atteintes : Au cours du second trimestre de l'année 2023, les différentes interventions du PAM, avec l'appui de ses partenaires coopérants, ont pu assister un total de 683 831 bénéficiaires (130 202 ménages) avec au moins un cycle d'assistance alimentaire et/ou monétaire, dont 112 480 bénéficiaires du programme de protection sociale, 37 855 bénéficiaires du programme de résilience et 533 496 bénéficiaires du programme d'urgence.

Ressources distribuées : Un total de l'équivalent en HTG de 23 720 950 USD et 1,503 MT ont été distribués aux bénéficiaires issus de 9 départements (Ouest, Nord, Nord-Est, Nord-Ouest, Artibonite, Centre, Nippes, Sud, Grande Anse) et 69 communes, dont (i) 2 221 000 USD dans le département de la Grand'Anse (14 communes) dans le cadre du programme de protection sociale, (ii) 1 289 754 USD dans les départements de l'Artibonite, Grande Anse, Nord, Nord-Est et Sud (11 communes) dans le cadre du programme de résilience, et (iii) 20 210 196 USD et 1 503 mt de vivres dans les 9 départements (55 communes).

Nouvelles interventions : Parmi les 517,750 bénéficiaires touchés, 300 830 (60 166 ménages) étaient issus de nouveaux programmes d'intervention du PAM à travers des projets d'urgence soit à travers des transferts monétaires uniquement, soit en association avec des vivres. Ces nouveaux ménages étaient localisés en majorité dans les départements de l'Ouest, des Nippes, du Nord-Ouest et de l'Artibonite, dans les communes avec un fort pourcentage d'IPC 4.

Repas chauds : Un total de 218,508 repas chauds a été distribués dans les cadres de réponses d'urgence suivantes :

- **Centre et Nord-Est** (Belladere et Ouanaminthe) : dans le cadre de la réponse aux expulsions de citoyens Haïtiens de la République Dominicaine.
- **Zone Métropolitaine** (Port au Prince et Tabarre) : dans le cadre de l'assistance aux déplacés et centres de traitement de choleras.





FAO :

Les interventions de la FAO dans le Grand Sud, en réponse au séisme, à travers le projet intitulé «Renforcement des moyens d'existence des populations vulnérables des zones touchées par le séisme du 14 août 2021» et financé par le Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies (CERF) est réalisé en collaboration avec deux partenaires d'exécution : le Groupe de Recherche et d'Expertise en Développement Local en Haïti (GREDELH); et le Mouvement des Femmes Progressistes pour l'Encadrement des Jeunes et Adultes (MFPEJA). L'objectif de ce projet était d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de 15 000 personnes vulnérables (retournées et ré-sidentes) dans les zones touchées par le séisme.

Dans le cadre de ce projet, la FAO a poursuivi ses efforts qui visaient à contribuer au relèvement de la population affectée dans les communes des Cayes, de Maniche et de Cavaillon situé dans le département du Sud. Pour la campagne de printemps 2023, en collaboration avec le GREDELH, dix tonnes de semences de pois Congo, cinq tonnes de semences de maïs Chicken corn et 300 000 boutures de manioc ont été distribuées aux 1 000 bénéficiaires des trois communes ciblées. Parmi les bénéficiaires, 49% sont des femmes chefs de ménage. De plus, des semences maraîchères, des outils, des fumiers et des arrosoirs ont été distribuées aux 1000 autres ménages situés dans les trois communes citees plus haut.







En outre, avec le soutien du MFPEJA, 540 chèvres ont été distribuées à Maniche, la même quantité a été remise aux bénéficiaires de Cavaillon, et 720 chèvres ont été distribuées aux Cayes, soit deux chèvres par ménage. Les activités se sont poursuivies avec la distribution de 40 boucs dans la commune des Cayes, (25) boucs à Cavaillon et (six) boucs à Maniche, soit un bouc par ménage. Les boucs distribués appartiennent à une race améliorée appelée bouc Boer, qui est plus résistante, robuste et adaptée aux conditions locales.

Dans le cadre de l'amélioration de la production caprine et de la régénération du cheptel dans ce département, les 900 ménages bénéficiaires de chèvres auront l'opportunité de croiser leurs animaux avec les boucs reçus par les 100 autres ménages bénéficiaires. De plus, 1000 chèvres additionnelles ont été distribuées aux 1000 ménages

bénéficiant les semences maraîchères à raison d'une chèvre par ménage.

À ce jour, grâce à ce projet, la FAO a soutenu un total de 2 000 ménages, dont 990 femmes cheffes de ménage.

Dans la Grand 'Anse la FAO est engagée auprès de la population et a déjà distribué des intrants agricoles à 4 500 personnes durant le mois de juin 2023 pour contribuer à la promotion du développement agricole durable. L'Organisation et ses partenaires locaux se chargent également de distribuer des poules pondeuses à 2 500 ménages ruraux.

La FAO continuera d'apporter son appui à la population haïtienne particulièrement dans les moments de crise. En étroite collaboration avec le Gouvernement haïtien, l'Organisation œuvre pour le renforcement de la résilience des com-munautés rurales, la réduction des risques et la relance après les crises.

ACTION CONTRE LA FAIM

ACTION CONTRE LA FAIM :

Le projet GIRE-SECALM :

Gestion Intégrée des Ressources en Eau pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et la Protection Sociale intègre le Programme Multisectoriel de Sécurité Alimentaire et Nutritionnel (PMSAN) financé par Union Européenne (11e FED). Mise en œuvre par un consortium formé de Protos-ACF et ODRINO, l'action a pour but de contribuer à l'amélioration durable de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les communes de Jean-Rabel, Port-de-Paix, Bassin-Bleu par une approche multisectorielle. Sous le leadership d'ACF, un dispositif du filet de protection sociale basé sur un complément alimentaire issu essentiellement de la production locale et d'un système de graduation à travers les Associations Villageoise d'Épargne et de Crédit (AVEC) est mis en place pour favoriser une sortie durable des ménages vulnérables vers une autonomie financière et alimentaire. Réalisations au cours de la période d'octobre 2022 à janvier 2023 :

- 2 cycles de distributions de coupons alimentaire réalisés à hauteur de 4 950 gourdes par ménages/cycle de distribution. En tout, 1 245 bénéficiaires dont 872 femmes ont été assistés en coupons alimentaire frais et Sec ;
- 276 jeunes dont 81 femmes bénéficiaires de formations professionnelles (carrelage, transformations de produits agricoles, Système solaire, technique windows, etc.)
- 25 AVEC appuyées en formation de renforcement de capacité en Gouvernance et leadership communautaire ;
- 204 bénéficiaires dont 162 femmes renforcés en éducation financière et soutenus financièrement, soit 21 000 gourdes/bénéficiaires pour la mise en place d'AGR.

Les crises socioéconomiques prolongées dont la rareté de carburant, l'indisponibilité de cash/gourdes pour les échanges des coupons sur les marchés ont été les principales contraintes durant cette période. Le projet étant à sa fin d'ici Mars 2023, ACF compte s'appuyer davantage sur les réseaux des AVEC et Agent Villageois mis en place et renforcés grâce au projet pour s'assurer de la continuité de certaines des bonnes pratiques prônées à travers le projet durant ses 4 ans de mise en œuvre sur le terrain.

SOLIDARITE INTERNATIONALE :

En réponse à l'insécurité alimentaire causé à la fois par l'augmentation rapide du prix des denrée alimentaire et une diminution de l'accès aux moyens d'existences dû à l'insécurité chronique, Solidarités International a mis en œuvre un projet d'assistance alimentaire aux ménages vulnérables d'un quartier de Pétion Ville dans la ZMPP.

L'action financée par le Centre de Crise et de Soutient (CdCS) du ministère français des affaires étrangères, a permis la distribution de paniers alimentaires d'urgence d'un montant de 14 000 HTG à 650 ménages vulnérables du quartier Jalousie. De novembre 2022 à janvier 2023, chaque ménage à reçu un transfert monétaire mensuel via coupon électronique leur permettant l'achat de denrées alimentaires de base chez 14 commerçants partenaires du marché Cocoyé de Pétion Ville. Les ménages bénéficiaires ont pu accéder pendant 3 mois aux 15 denrées de base définies en concertation avec eux (Riz, huile, maïs, haricot…).

Le recours à la modalité coupon électronique leur a permis d'adapter leurs achats au plus près de leurs besoins. De plus la digitalisation des transferts a permis au projet de mener à bien ses activités indépendamment des difficultés d'accès aux bénéficiaires causées par l'insécurité. Ces distributions de panier alimentaire pendant 3 mois ont permis aux ménages les plus vulnérables de surmonter le choc causé par la hausse des prix des denrées alimentaires et d'aider à l'adaptation de leurs moyens d'existences sans recourir à des stratégies de survie négative.

L'évaluation en cours du programme laisse entrevoir la satisfaction des bénéficiaires et commerçants impliqués dans le projet. Il ressort cependant qu'à l'échelle du quartier le nombre de bénéficiaire s'est révélé bien inférieur aux besoins constatés lors de l'activité.



CATHOLIC RELIEF

Au cours du trimestre avril- juin, CRS a assisté 15 769 ménages directs soit 78 845.00 bénéficiaires indirects á travers les départements Sud' Est, Sud et Nord-est avec au moins deux cycles d'assistance alimentaire à travers 3 projets (Ayiti Pi Djanm, NSW3, Haiti Crisis Modify).
L'objectif est de répondre aux besoins alimentaires immédiats des ménages vulnérables et de lutter contre la malnutrition. Un montant de 201 245 000 gourdes a été distribué.

A travers les 3 départements et 18 communes, le programme d'assistance de CRS a touché : 7 464 ménages dans le département du Sud ' Est, 2 692 et 5 601 ménages respectivement dans les départements du Sud et Nord-Est.



L'assistance en transferts monétaires dans le Sud' Est est conditionnelle où les ménages participent au renforcement et développement des actifs communautaires et des séances de formation sur l'entrepreneuriat.

Au cours de la période, 24.4 km de route en terre battue sont aménagés, 214 mètres linéaires de canal d'irrigation, bétonnage de 381 mètres linéaires de route, traitement de 8.66 km de ravines et plantation 20170 d'arbres fruitier de forestiers.

Au niveau des département du Sud et Nord-Est ; l'assistance est inconditionnelle pour les activités de Cash transfert et conditionnelle au volet d'appui aux clubs planteurs (formation et assistance aux parquet productifs).



L'assistance aide les ménages de répondre á leurs besoins alimentaires immédiats et contribuer au paiement des frais de scolarité et renforcement de la production agricole par l'achat de semence.
Volet Nutrition : Lutte contre la malnutrition aigüe chez les enfants de 0 à 59 mois de l'arrondissement de Belle-Anse. Pour y arriver, une stratégie de nutrition a été élaborée et adoptée, s'asseyant sur un réseau d'agents communautaires encadrés par des infirmiers spécialistes en santé communautaire. Les principaux axes d'intervention de cette stratégie sont l'éducation sanitaire, le dépistage/référencement et la prise en charge des enfants atteints de malnutrition aigüe.

ACTION AID

Activités réalisées

Distribution de cash inconditionnel pour des ménages en IPC 4 et sensibilisations sur les bonnes pratiques alimentaires et nutritionnelles.

Objectifs visés

Amélioration de la sécurité alimentaire des ménages les plus vulnérables.

Nombre de personnes touchées par commune voire par département

Tiburon 2100 personnes ; Chardonnières 2090 personnes ; Port à Piment 1915 personnes ; Côteaux 1395 personnes ; Port Salut 2000 personnes ; Arniquet 2000 personnes. Soit un total de 11.500 personnes dans le département du Sud.

Façon dont les interventions améliorent la situation

Cette assistance a permis aux ménages bénéficiaires de couvrir leurs besoins alimentaires de base et d'atténuer la situation d'insécurité alimentaire des ménages et prévenir des cas de malnutrition.

Difficultés rencontrées

Problèmes de sécurité dans la commune de Tiburon. RAS dans le reste des communes.

Perspectives à court thème

Dans les communes de Tiburon, Chardonnières, Port à Piment et Côteaux le projet est terminé. Pour les communes de Port Salut et Arniquet nous avons encore 2 distributions de cash à réaliser.



ACTION AID

Agriculture résiliente et changement climatique



La promotion et le renforcement des initiatives agroécologiques continuent d'être au centre de nos interventions dans le secteur agricole. Nos actions cherchent à contribuer à la résilience du secteur face aux changements climatiques par l'adaptation des systèmes de production en contribuant à la sécurité alimentaire et la génération de revenus des petit.es producteurs et productrices.

Pour le premier semestre 2023, AAH a fourni des intrants et l'accompagnement technique à la production agricole et l'élevage, la promotion des pratiques agricoles résilientes et des services de développement entrepreneurial aux producteurs et productrices des communes de Petit Goâve, Jacmel, Lascahobas et Hinche.

- 779 caprins ont été distribués à 349 bénéficiaires vulnérables dont 210 femmes ;
- 500 bénéficiaires ont reçu des semences maraichères (choux, poivrons), vivrières (ignames, manioc) ;
- 85 jardins "Pre Kay" emblavés de culture d'igname et de maraichères ont été mise en place ;
- 3 Associations de Canne-à-Sucre de Juanaria (Hinche) ont été renforcées par l'implantation d'un hangar pour la transformation de la Canne à sucre et acquisition d'intrants ;
- 500 agriculteurs/trices ont été formés sur l'agroécologie, changement climatique et séances de travaux pratiques ont été réalisées au profit des bénéficiaires ;
- 5000 plantules, dont 2000 arbres forestiers et 3000 arbres fruitiers distribués dans le cadre de la campagne « combattre la pollution plastique » avec le Ministère de l'Environnement, dans la commune des Roseaux.

Leadership et autonomisation économique des femmes



Les principes d'intégration du genre et de la prise en compte des droits des femmes sont au cœur du travail d'ActionAid. A travers ses différents programmes AAH et ses partenaires font la promotion du leadership et l'inclusion des femmes et des filles en tant qu'agente transformatrices en contribuant à renforcer leurs initiatives économiques et la gouvernance de leurs organisations.

Des activités qui permettent de diversifier leurs sources de revenu sont priorisées :

- Construction d'un atelier de fabrication de bloc à Léon, Jérémie. Cet atelier vise à renforcer la situation économique de 92 femmes membres de l'organisation bénéficiaire, Fanm Konba et desservira 1500 habitant.es de la localité de Léon ;

- 1 centre polyvalent est en phase de construction, pour un appui aux Organisations de Femmes et de jeunes en vue de renforcer leur capacité à Lascahobas ;
- 15 vaches sont distribuées à 15 femmes pour le renforcement de la laiterie de Vallue (Petit Goâve). Cette activité constitue une source de revenu pour ces femmes à travers la vente du lait à la laiterie mais aussi dans la communauté ;
- 45 femmes en situation de vulnérabilité provenant des Associations ou Groupements ont été sélectionnées pour l'octroi de crédit.

CONCERN WORLDWIDE

Project Name: Manje Pi byen | **Donor:** BHA-USAID | **Implementation Zone:** Cite Soleil | **Number of participants** : 4000 households

En réponse à la situation d'insécurité alimentaire du pays, particulièrement sur Cite Soleil ou environ 65% des ménages pauvres était classe en phase 4 et plus suite l'analyse de la classification IPC de l'année 2022 en insécurité alimentaire causée à la fois par l'augmentation rapide du prix des denrées alimentaires et une diminution de l'accès aux moyens d'existence dûe à l'insécurité chronique, Concern Worldwide a mis en œuvre un projet d'assistance alimentaire aux ménages vulnérables dans 14 quartiers de Cité Soleil.

Cette intervention est financée par la BHA-USAID. Ce qui nous, a permis de distribuer à 4000 ménages une assistance d'un montant $110 USD. Du mois d'Avril au mois de juin, chaque ménage a reçu deux transferts monétaires via coupon électronique leur permettant l'achat de denrées alimentaires de base chez 80 vendeurs partenaires du programme à Cite Soleil.



Les ménages bénéficiaires ont pu acheter les produits alimentaires de base définis dans le panier alimentaire de la CNSA (Riz, huile, maïs, haricot…) et une partie de l'argent est dédiée à l'achat des légumes et fruits. Le recours à la modalité coupon électronique leur a permis d'adapter leurs achats au plus près de leurs besoins.

De plus la digitalisation des transferts a permis au projet de mener à bien ses activités indépendamment des difficultés d'accès aux bénéficiaires causées par l'insécurité. Ces distributions de panier alimentaire ont permis aux ménages les plus vulnérables de surmonter le choc causé par la hausse des prix des denrées alimentaires et d'aider à l'adaptation de leurs moyens d'existences sans recourir à des stratégies de survie négative.

Les PDMs (Post Distribution Monitoring) du programme laisse entrevoir la satisfaction des bénéficiaires et vendeurs impliqués dans le projet. Il ressort cependant qu'à l'échelle du quartier le nombre de bénéficiaire s'est révélé bien inférieur aux besoins constatés lors de l'activité. En termes de perspectives, cette intervention va se poursuivre jusqu'à la fin de l'année 2023.

SOLIDARITÉS INTERNATIONAL

SOLIDARITES INTERNATIONAL

Afin de lutter contre l'insécurité alimentaire et de renforcer les moyens d'existence des ménages vulnérables du quartier de Jalousie à Pétion-Ville dans la Zone Métropolitaine de Port-au-Prince, Solidarités International met en œuvre une réponse axée sur des transferts monétaires à usage restrictif pour l'achat de denrées alimentaires et des activités génératrices de revenus (AGR), grâce au soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de France (Aide Alimentaire Programmée).
Le projet cible 650 ménages qui recevront 21 942 HTG mensuels (environ 159 USD), pendant 4 mois (août – novembre 2023). Ce montant, distribué sous forme de coupons électroniques grâce à la plateforme RedRose, leur permettra d'acheter des denrées alimentaires auprès de 15 commerçants du marché de Cocoyer à Pétion-Ville sélectionnés et formés dans le cadre du projet. La première distribution est prévue pour fin août 2023.

Parmi les 650 ménages, 150 seront également ciblés pour développer des AGR et bénéficieront d'une formation sur les principes de base de la gestion financière, et d'un appui financier pour le lancement de leur AGR.

En outre, le projet intègre également un volet nutrition qui cible notamment les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et femmes allaitantes (FEFA), et collabore pour ce faire avec la Direction Sanitaire de l'Ouest (DSO) et le Centre de Santé de Jalousie.
Dans le cadre de ces activités, Solidarités International s'implique activement dans les réunions de coordination du Cash Working Group et du secteur Sécurité Alimentaire.



FONDATION MISSION DE L'ESPOIR

Depuis plus de 25 ans, la fondation Mission de l'Espoir s'est donnée pour mission d'apporter une transformation globale de vie à chaque Homme, femme et enfant qu'elle dessert. C'est la première fois qu'elle vit avec la population haïtienne une situation de vulnérabilité sans précédent et les activités qu'elle réalise, visent à soulager ses souffrances physiques mais aussi à faciliter son relèvement pour un retour à une vie moins mouvementée.



Activités réalisées :

Désastres : FOME a supporté **9 944 ménages par l'approvisionnement en rations sèches** après les inondations du mois de juin ayant affectées les populations du département de L'Ouest (Léogane, Cité Soleil et Croix des Bouquets).

Agriculture

Renforcement des capacités de **1795 agriculteurs par l'apprentissage progressif des itinéraires techniques des cultures pratiquées dans leurs zones.** Ils reçoivent sur le terrain les conseils adaptés à leur besoin d'un technicien sur place. La fréquentation des agriculteurs a doublé depuis le début de ces activités et leurs enfants 623 ont été initié à la théorie et aux pratiques agricoles, notamment sur les cultures maraîchères afin de prendre la relève des parents.

Sécurité alimentaire et nutrition :



FOME offre trois repas par jour à **24 395 enfants des deux sexes, âgés environ de 6 à 18 ans. Ces enfants sont sensibilisés par de courtes présentations de 30 mn sur la nutrition, une bonne hygiène alimentaire, l'hygiène corporel et la prévention des maladies transmissibles.** Actuellement notre équipe réalise des sessions de sensibilisation pour les moniteurs et les enfants à distance. Cette stratégie rend la transmission et l'assimilation plus accessible donc efficace et plus uniforme pour chaque participant.

L'insécurité a pratiquement forcé à la relocalisation des bureaux de FOME, lui offrant des opportunités de servir dans le Nord tout en reprenant les activités à Port au Prince. FOME reste engagée à assister les Haïtiens en détresse tout en renforçant les capacités des populations vulnérables à mieux faire face aux désastres.

GOAL

Activités réalisées :

Au cours de la période allant du premier avril à 30 juin 2023, Goal a diligenté une enquête de sélection de 3500 bénéficiaires au niveau de la commune de Carrefour. Une étude de marché a donc aussi été réalisée sur les cinq principaux marchés de cette commune.

Objectifs visés :

Ces activités visent la distribution de coupons alimentaires pour une valeur de 120 dollars US par coupon et par ménage à un total de 3500 ménages en situation d'insécurité alimentaire.

Nombre de personnes touchées

3500 ménages au niveau de la commune de Carrefour sont touchés par ces actions.

Façon dont les interventions améliorent la situation

Ces interventions améliorent l'accès de la population notamment les 3500 ménages à une alimentation adéquate ce qui réduira la situation de l'insécurité alimentaire de la commune.

Difficultés rencontrées

Les difficultés sont surtout liées aux crises sociopolitiques principalement la migration des personnes d'autres villages vers nos zones d'intervention au niveau de la commune de Carrefour.

Perspectives à court thème

Lancer trois autres distributions au cours des mois à venir.



Image & : Rencontre de sensibilisation des bénéficiaires sur l'utilisation des coupons alimentaires

CARE

Le consortium CARE-GIRADEL a bénéficié d'un appui de l'USAID à travers son bureau des aides humanitaires (BHA) pour l'exécution d'un projet d'urgence à l'insécurité alimentaire (HEFSRP) dans le Nord' Est et le Centre qui a pour but d'aider à faire reculer l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et de contribuer au rétablissement rapide de la production alimentaire locale au bénéfice des populations les plus vulnérables. Ce projet vise à accroître la sécurité alimentaire et nutritionnelle de 21 330 personnes en situation d'insécurité alimentaire.



Figure 1Enregistrement de bénéficiaire a L'oiseau (Fort Liberté)

Au cours du 2e trimestre de l'année 2023, le premier cycle de distribution a été réalisé à 3 070 ménages bénéficiaires du projet répartis dans les communes de Fort Liberté ; Ouanaminthe ; Sainte Suzanne ; Terrier Rouge ; Mont Organise ; Mombin-Crochu ; Vallières ; Cerca La Source ; Thomassique. Au cours de cette distribution, un montant total de 80 156 250 gourdes a été injecté dans les neuf (9) communes d'intervention du projet avec une participation de 66% de femme cheffe de ménage. Les transferts ont été effectués en enveloppe et par voie électronique. Ce support a été fourni à des ménages vulnérables afin de leur permettre prioritairement de se procurer de la nourriture. D'autres cycles de transferts d'espèce inconditionnels sont prévus pour avoir lieu entre Aout et décembre2023.



Figure 2. Paiement de transfert à une bénéficiaire à Mont Organisé

En matière de nutrition, CARE avec l'appui de son partenaire opérationnel GIRADEL, a supporté les directions départementales de santé du Nord-Est et Centre à travers la formation de 66 agents de santé communautaire polyvalents (ASCP). Cette formation visait à renforcer la capacité de ces derniers dans l'exécution de leurs taches régulières sur le terrain dans la lutte contre la malnutrition des femmes enceintes et allaitantes ainsi que chez les enfants de moins de 5 ans.

EPER Pain pour le prochain.

EPER

Entraide Protestante Suisse :

Pour protéger/restaurer les moyens d'existence des populations affectées par les crises alimentaires et soutenir l'amélioration des productions végétale et animale des ménages vulnérables, diverses activités ont été conduites par HEKS/EPER durant les mois d'avril, mai et juin 2023 via les projets suivants :

- Gouvernance communautaire et d'entreprenariat social (GCES),
- Développement et renforcement de capacités en gestion de ressources naturelles (PDRC)
- Réponse d'urgence post inondations et séisme de début juin 2023.

1-Projet de gouvernance communautaire et d'entreprenariat social (GCES)

Ce projet fut proposé pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie de communautés rurales, en développant et en renforçant la bonne gouvernance communautaire et l'entreprenariat social.
Les interventions concernent trois communes (Abricots, Jérémie et Roseaux) du département de la Grand'Anse, à destination d'entités communautaires collaborant avec HEKS/EPER et ses partenaires, que sont le Programme de réhabilitation rurale (PRR) de l'Eglise Méthodiste d'Haïti (EMH) et la Fondation Paradis des Indiens (FPDI).

Les axes d'intervention portent sur :

- Le développement et le renforcement de la bonne gouvernance au sein d'associations communautaires,
- L'appui à l'entreprenariat social de niveau communautaire,
- Le renforcement de la sécurité alimentaire au sein des communautés ciblées.

Le projet a nettement progressé en termes de mobilisation et d'engagement des entités communautaires impliquées. Les capacités organisationnelles se développent au niveau communautaire. Il en va de même des apprentissages, du fait de formations conduites en divers domaines et suivies dans leur application (gouvernance, alphabétisation, entreprenariat, agroécologie, genre, inclusion, sauvegarde des enfants, droits…). Le service aux enfants est effectif.

D'avril à juin 2023, 3'938 personnes ont pu y participer de manière directe (dont 47.6% de femmes/filles). Il s'agit d'acteurs clés des communautés ciblées, d'élèves et de leurs parents, d'enseignants, d'entrepreneuses, de producteurs, d'autorités locales. Le service apporté par les entreprises de restauration scolaire s'avère être particulièrement pertinent et apprécié, au regard de la situation d'insécurité alimentaire ambiante. Ci-dessous le tableau des groupes de personnes directement atteintes :

Participants directs	Femmes/filles atteintes	Hommes/garçons atteints	Total
Femmes entrepreneuses	59	0	59
Aides-entrepreneuses	112	3	115
Membres des comités de gestion	61	45	106
Producteurs	20	149	169
Enseignants	51	73	124
Elèves	1'571	1'794	3'365

Les activités entreprises dans le cadre de ce projet pour la période d'avril à juin 2023 :

- Formation à la gestion d'entreprise, à l'intention des entrepreneuses cantinières et de représentants des groupes de producteurs affiliés. Cette formation a été animée par le Centre d'Appui et de Services aux Entreprises Locales et Internationales (CASELI), https://haitistartuptalent.com/fondation-caseli
- Cours d'alphabétisation aux entrepreneuses et membres des comités de gestion,
- Formation sur la nutrition, l'hygiène, le respect des droits des enfants, le concept de gouvernance pour les entrepreneuses et leurs aides, les enseignants, les parents,
- Formation aux mesures agroécologiques pour les producteurs affiliés au projet,
- La restauration scolaire permet à 200 femmes de se relever tout en développant leur autonomie,
- La moyenne quotidienne des repas distribués porte sur ± 3'500 personnes (3'365 élèves, 124 enseignants, une vingtaine de parents superviseurs par jour). Deux repas équilibrés sont préparés et distribués par jour de classe et par bénéficiaire,
- Plus de 400'000 repas ont ainsi été distribués sur la période,
- Le montant payé par les cantinières entrepreneuses, à leurs aides cantinières a été de 1'189000 gourdes sur la période,
- Le bénéfice moyen par cantinière entrepreneuse est de 10'000 gourdes par mois,
- Suivant les registres d'achats des cantinières entrepreneuses, le montant global moyen de leurs achats mensuels est de 8'439'570 gourdes.

Deux enquêtes ont été conduites auprès de bénéficiaires du projet : une enquête de satisfaction par rapport à l'assistance (au niveau des divers participants au projet) et une enquête d'auto-perception du changement de revenus (pour les cantinières entrepreneuses).

En termes de satisfaction vis-à-vis de l'assistance :
59,6% des répondants se déclarent très satisfaits de l'assistance fournie,
40,1% des répondants se disent satisfaits,
1 seul répondant sur 135 s'est déclaré partiellement satisfait car il aurait apprécié pouvoir être engagé plus longuement dans des travaux communautaires.

En termes de changement de revenus auto perçu :
94,9% des cantinières entrepreneuses déclarent constater une augmentation moyenne de leurs revenus (à savoir 5 à 20% d'augmentation auto-perçue), 5,1% d'entre elles déclarent une nette augmentation de leurs revenus (> 20%).

2-Projet de développement et de renforcement de capacités en gestion de ressources naturelles (PDRC)

Ce projet se déroule sur six communes du département de la Grand'Anse (Abricots, Beaumont, Dame-Marie, Jérémie, Moron et Roseaux), à destination d'entités communautaires collaborant avec HEKS/EPER et son partenaire, qu'est le Programme de réhabilitation rurale (PRR) de l'Eglise Méthodiste d'Haïti (EMH).
Les domaines visés relèvent de la production, de la commercialisation et de la protection (i) de semences reproductibles, (ii) de cultures fruitières et d'élevages, par des entités communautaires ciblées. De manière spécifique, les niveaux d'objectifs sont proposés pour :

- Accompagner et renforcer 12 groupements de production artisanale de semences (GPAS), dans un modèle de production durable, de commercialisation et de production de semences reproductibles,
- Accompagner et renforcer 3 coopératives communautaires (regroupant 20 associations de parents de centres ruraux d'éducation participative, dites ASPACREP) dans un modèle de production durable et de commercialisation de produits fruitiers et d'élevage,
- Étudier la biodiversité locale et sa tradition d'utilisation par les communautés rurales ciblées, par une recherche participative pour apprécier leur potentiel et les valoriser

Malgré une succession de contraintes, notamment liées au contexte, comme aux conséquences de périodes d'urgence post séisme (juin 2023), post sécheresse ou inondation, les capacités de production et de commercialisation au sein des GPAS, comme des Coopératives, évoluent de manière tangible.

Sur la période indiquée, les activités réalisées dans le cadre du projet ont été les suivantes :

- Organisation de champs école paysans à Pourcine, Moron, Carrefour Jaksen, Léon et Paroti,
- Installation de parcelles suivant l'usage de mesures agroécologiques,
- 1'630 parcelles de haricot et 1'225 parcelles de maïs ont été ensemencées à partir des stocks stratégiques de semences des GPAS,
- 1 tonne de compost a été produite dans le cadre d'activités de valorisation de la biodiversité locale,
- La récolte et la vente de miel se développe à Montagnac,
- La production et la vente de compost et de biopesticide se développe à Carrefour Jaksen,
- Pour consolider les parcelles agroécologiques abîmées par la sécheresse, 157 diverses plantules fruitières ont été distribuées pour être plantées à Débat, Duri et Bigarade,
- 13 parcelles agroécologie ont été réaménagées à Bigarade, Guillotte, Tête Négresse et Laferme, également pour réparer les dégâts causés par la sécheresse,
- À Natigue, 300 plantules d'aubergine et 4 douzaines de boutures de canne à sucre ont été mises en terre, des tuteurs ont été posés sur 180 pieds de tomate et 3 nouveaux espaces de 225 m^2 chacun ont été aménagés pour l'installation de nouvelles parcelles associées,
    - Participation active des membres GPAS et producteurs-trices des Coopératives liées au projets (à Dayer, Charlette, Débat et Natigue), à la foire agricole du 1er mai 2023, qui a permis l'exposition de différents produits et des ventes honorables.

- Le suivi des cheptels de caprins et ovins se poursuit pour le PRR-EMH,
- La formation de 5 jeunes agronomes, en agroécologie, en réponse à une demande de l'Association locale «Concorde», qui travaille dans le domaine de la sécurité alimentaire,
- L'organisation d'un atelier sur les droits des paysans et la gouvernance agricole inclusive avec la participation de représentants issus de 18 associations (GPAS, Coopératives et autres).

6'192 personnes (dont 44% de femmes) ont pu être atteintes dans le cadre de ce projet de manière directe. Il s'agit de membres de communautés rurales enclavées, de paysans membres de GPAS ou de Coopératives constituées sur initiative des associations de parents d'élèves dites ASPACREP.

Participants atteints	**Femmes**	**Hommes**	**Total**
Membres des GPAS	1'964	3'036	5'000
Membres des coopératives	757	435	1'192

3-Réponse d'urgence post inondations et séisme de début juin 2023

Une nouvelle réponse d'urgence s'est imposée suite aux inondations et à un séisme ayant eu lieu début juin. Les activités ont été les suivantes dans ce cadre :

- Lancement de travaux communautaires de déblaiement et d'assainissement dans le quartier populaire de Sainte Hélène et paiement de 267 travailleurs (dont 130 femmes et 137 hommes),
- La préparation et distribution de 1'250 plats chauds par jour à partir du 12 juin, sur le quartier populaire de Sainte Hélène, pendant un mois,
- La distribution de 200 rations sèches, à destination de 200 foyers de Dèyè Bolid,
- L'achat et la distribution de 2'575 kg de semences de maïs et de 2'775 kg de semences de haricot pour supporter 769 producteurs touchés par l'épisode de sécheresse ayant précédé les fortes pluies de début juin, lesquelles ont rajouté d'autres problèmes ayant mis en péril les derniers semis déjà fortement retardés par rapport à la normale ! Ces producteurs sont pour la plupart affiliés aux projets mis en œuvre par HEKS/EPER.
-

Production de chou – GPAS de Dame Marie



Production de piment – Coopérative de Débat







DEFIS, CHALLENGE, PERSPECTIVES

Coordination entre les acteurs

Accès aux populations affectées

Mobilisation de ressources pour la réponse

Interventions en agriculture et moyens de subsistance

PROCHAINES ECHEANCES

Enquête ENSSAN :

- 3 au 7 juillet : Formation des enquêteurs
- 14 au 25 juillet : Collecte de données

Analyse IPC :

- Atelier de formation/ rafraichissement des analystes 07 au 11 aout 2023
- Atelier de classification 14 au 18 août 2023

HPC- 2024 :

- Facilitation de la formation JIAF 2.0
- Participation aux consultations auprès des acteurs locaux
- Participation aux ateliers de validation des niveaux de sévérité et du PIN

Pour tout contact :

Ferdinand BEALEM, Coordonnateur I ferdinand.bealem@wfp.org | **+** 509 34 93 44 99

Pierre Nelby MATHIEU, Gestionnaire de l'information I pierrenelby.mathieu@wfp.org **|** +509 46 87 0928

Mohamed Dabo, Gestionnaire de l'information I Mohamed.dabo@fao.org **|** +223 66 03 11 26